



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste

POURQUOI CE JOURNAL ?

Il y a plus d'un an, Presstalis, quasi monopole de la distribution de presse en France, lançait une offensive contre la presse libre. Par une révision drastique des tarifs, elle condamnait les journaux anarchistes et révolutionnaires à l'asphyxie économique. Le Monde libertaire (ML), le plus vieux titre de la presse anarchiste française, et l'un des plus anciens de la presse tout court, ne pouvait pas rester passif. Nous nous sommes d'abord défendus. En augmentant le prix de notre journal, puis en lançant une souscription de soutien, nous nous sommes adressés à vous. Parce que c'est grâce à vous que nous existons. Parce que c'est grâce à votre solidarité active que nos efforts constants ont un sens. Grâce à vous, ce vieux mais solide bateau n'a pas chaviré sous la bordée des vendeurs de papier. Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire. Mais la meilleure défense c'est l'attaque. Et nous avons choisi d'attaquer.

Lors d'un congrès extraordinaire, la Fédération anarchiste a décidé d'éditer non pas un, mais deux hebdomadaires ! Le premier, c'est celui que vous connaissez peut-être : le ML et ses 24 pages, disponible chaque jeudi dans tous les bons kiosques. Le second, c'est celui que vous découvrirez : un ML de 8 pages diffusé gratuitement, chaque semaine, par les militants de la Fédération anarchiste ! Le but de cette publication est de faire connaître au plus grand nombre ce qu'est réellement la Fédération anarchiste : un journal, une organisation fédérale, une association d'individus oeuvrant, fraternellement, à la réalisation de notre idéal libertaire : une société débarrassée des maîtres et des dieux ! Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste vous feront connaître les points de vue, les outils et les propositions développés par les libertaires. Chaque semaine, les militants de la Fédération anarchiste se feront connaître auprès de vous afin de vous permettre, si la révolte gronde en vous, de les rejoindre et de travailler ensemble à la révolution sociale. Et chaque semaine, la Fédération anarchiste fera, par ses propres moyens, la démonstration qu'il est possible d'organiser un réseau de diffusion de presse hors d'atteinte de la vérole capitaliste. Vive l'anarchie !

L'administration du Monde libertaire

Pas besoin de partis !

Je l'ai entendu à la radio, je n'ai pas vérifié car les chiffres exacts sont difficiles à trouver : moins de 1 % serait le nombre de gens « cartés », tous partis confondus, de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant par le centre et ce qu'il y a autour. Tous ! Bien sûr, un grand nombre n'est pas à jour de cotisations... et le nombre de réels militants est encore moindre, cela va sans dire. C'est grave ? Je n'arrive pas à m'en convaincre.

Éduqués, conditionnés que nous sommes à vivre avec des « partis », présentés comme la base même de notre démocratie, nous nous en méfions pourtant comme jamais. Tous les discours des analystes, des « experts », des journalistes nous font apparaître la politique comme la somme des conflits entre ces partis, leur concurrence acharnée pour gagner nos voix, notre soutien et aussi la quantité de malversations pour assurer leur financement, leurs campagnes électorales. Et tout ce baratin, ce verbiage, cette salive, cette encre, ces images, ces énergies utilisées alors que moins de 1 % des Français se sent concerné au point d'adhérer quelque part ! Sans blague : il s'agirait de vendre des savonnettes ou un nouveau portable, on considérerait l'investissement publicitaire déraisonnable...

Mais si nos médias investissent autant, ce n'est pas pour un parti, c'est pour conforter la croyance que l'essentiel se passe là, et pas ailleurs. L'important, c'est le président ! Comme en littérature : l'important c'est le prix Goncourt... Que les citoyens soient persuadés que le pouvoir est là, qu'ils ont leur mot à dire, que leur avis est pris en compte. Ils crieront bientôt à la trahison, aux promesses non tenues, à l'usurpateur et choisiront, dans cinq ans, un autre candidat. Pendant ce temps, l'essentiel, les décisions importantes, les choix économiques seront fait ailleurs, loin des urnes et des regards citoyens. Occupons le temps d'antenne, les colonnes de journaux, les comptoirs de bistrot et les esprits avec des foutaises, des débats biaisés, du politico-médiatique : pendant ce temps les pigeons se font plumer. Mais justement, sont-ils à ce point des pigeons ?

Si les partis étaient puissants et alignaient dans les meetings, dans les rues, des armées de clones obtus, avec œillères, fermés à tout argument provenant d'ailleurs que de leur chapelle, prêts à se mettre sur la tronche, à s'entre-tuer

pour un chef (qui les trahira dès que possible), la situation serait-elle meilleure ? Cela vous rappelle de mauvais souvenirs ? Des fanatiques au pouvoir, des partis qui imposent leur idéologie, leurs méthodes et leurs militants dans tous les domaines de la vie sociale et économique... Tu n'es pas carté au bon parti ? Tu risques : des ennuis, des menaces, le placard, l'exil ou la mort. Alors, cette non attirance est peut-être un réflexe collectif sain, acquis sur l'expérience du siècle précédent, celui des fascismes et du stalinisme. Le xx^e siècle a horrifié. Nous finissons de digérer les crimes de dictatures toutes établies « pour un monde meilleur ». Des millions d'individus se sont fait manipuler, ont soutenu des fous et cautionné ou participé à des massacres en masse.

Mes contemporains sont méfiants vis-à-vis des politiques, des partis, des syndicats ? Je ne le suis pas moins. Pourtant je m'intéresse, je discute, je lis, je milite politique depuis des années. Et mon parcours aurait pu m'en dégoûter : tout parti ou organisation a ses travers, mais aussi on y retrouve toujours les mêmes conflits, les mêmes rapports de force, la même fascination pour le pouvoir. Pas le pouvoir sur les choses, pour les changer, mais le pouvoir sur les individus. Et puis, il faut le dire, combien adhèrent à un parti, lorsqu'il se développe, contre intérêts, poste et avantages...

Si je n'abandonne pas la lutte, et si je vous écris dans ces colonnes libertaires, c'est que je ne me résigne pas à ce que la politique ne soit que ce cirque politicard. Anarchistes, nous avons une méfiance absolue envers les porteparole, les états-majors, les dirigeants de tous poils, même ceux qui pourraient apparaître dans nos rangs. Un chef, cela ne nous rassure pas, cela nous effraie.

Ce que certains nomment « dépolitisation », c'est souvent le manque de confiance en nous-mêmes ; l'habitude que nous avons, dans tous les domaines, de déléguer aux « spécialistes », à ceux « qui savent », ou « qui ont l'air de savoir », aux chefs. À la fois assistés et tenus en laisse, nous avons renoncé à décider, nous consommons produits, modes et idées. Et les choix faits par ces « spécialistes » se révèlent opposés à nos intérêts. La politique, c'est avant tout s'occuper de nos affaires. Pas besoin d'un parti pour cela.

Rodkol

Le syndicalisme dans la ligne de mire du pouvoir

CES DERNIÈRES SEMAINES, les attaques officielles contre le syndicalisme se sont multipliées, annonçant clairement une offensive du pouvoir contre ce qui reste encore de lutte dans le monde du travail.

Les syndicats du crime

En décembre 2011, la presse «dévoile» au grand jour le fonctionnement opaque et plus que douteux du comité d'entreprise de la RATP, à la suite d'un rapport publié par la Cour des comptes. Mauvaise gestion de la trésorerie, dépenses plus qu'exagérées, facturations bidon, le CE est présenté comme un antre de la magouille et autres combinaisons malhonnêtes. Une aubaine pour les médias, et une occasion de plus pour ressortir les dossiers similaires des CE d'EDF et de la SNCF. Évidemment, les dysfonctionnements pointés par la Cour des comptes sont blâmables, pour ne pas dire inadmissibles, et il n'est bien sûr pas question de passer sous silence ces agissements honteux, désormais représentatifs de nombreuses bureaucraties syndicales. Mais, à nouveau, encore aurait-il fallu faire la part des choses entre des directions corrompues et compromises, et les nombreux militants syndicalistes intègres et sincères qui, comme le disait récemment notre camarade René Berthier dans nos colonnes, «sont des personnes extrêmement dévouées, qui ne ménagent pas leur temps et leurs efforts». Or les grands médias officiels – et pas seulement, d'ailleurs –, qui n'ont jamais été réputés pour leur discernement, ne s'en sont surtout pas donné la peine, et se sont jetés sur l'affaire en dégommant le syndicalisme en général, passe-temps qui, même à gauche, est aujourd'hui à la mode.

Outre les «scandales» liés aux CE, notons également la pluie de basses attaques récemment survenue suite à l'annonce de la non-publication d'un rapport sur «l'argent caché des syndicats», annonce qui sert de tremplin à nombre de politiciens et de journalistes pour faire sous-entendre aux citoyens que leurs impôts servaient à financer des syndicats présentés comme autant d'associations mafieuses aux pratiques abjectes d'un autre temps. Bref, il ne manquait plus que Rue89 nous ressorte une troisième fois son papelard sur le Syndicat du Livre – le fameux *Violences, trafics, menaces : les coulisses de la CGT du Livre* – et le gâteau aurait eu sa première cerise. Mais celle-ci ne vint pas du célèbre – et néanmoins pas si mauvais – site d'information, qui laissa à d'autres la conduite des attaques contre les syndicats.

Quand les dirigeants syndicaux s'y mettent

Le 16 novembre 2011, après un placement en

redressement en 2010, le tribunal de commerce de Paris annonçait la liquidation judiciaire de la compagnie maritime SeaFrance, avec poursuite d'activité jusqu'au 28 janvier 2012. Peu désireux de perdre leur boulot, les 880 salariés de l'entreprise, soutenus par la CFDT maritime Nord, proposent alors de reprendre en main leur outil de travail en transformant l'entreprise en une société coopérative ouvrière de production (Scop). L'idée, qui semble la seule fiable pour garantir un maximum d'emplois – tout en permettant l'exercice d'une démocratie sociale au sein de l'entreprise – nécessite cependant pas moins de 50 millions d'euros, minimum de finances pour relancer l'activité. Les salariés, motivés par ce projet ambitieux et la défense de leur gagne-pain¹, se sont donc lancés à la recherche de fonds. Et c'est là qu'est intervenu le petit guignol de l'Élysée qui, dans un hypocrite élan de «compassion», a proposé aux marins de puiser dans leurs indemnités de licenciement pour trouver le fric manquant...

Les salariés, peu convaincus par une solution qui pouvait les conduire à perdre à la fois leur job et leurs indemnités, manifestèrent leur refus et demandèrent une entrevue directe avec le président. Il n'en fallait guère plus au *Figaro* pour se faire, une fois de plus, le lèche-cul du pouvoir en titrant son édition du vendredi 6 janvier : «La faillite de SeaFrance : un sabotage syndical.» Désignant la CFDT maritime Nord comme une «voyoucratie» et taxant ses militants de «pirates», le quotidien a vomi sa haine anti-syndicale primaire sans la moindre subtilité. Mais le pire restait à venir. Trois jours après, sans doute convaincu par le papier merdeux du *Figaro*, c'est François Chérèque – oui, oui, le secrétaire général de la CFDT – qui a, à son tour, taclé les salariés en lutte de SeaFrance. Lundi 9 janvier, donc, le grand manitou de la conf' orange a déclaré «désavouer» la CFDT maritime Nord, en raison de «suspçons sur des pratiques obscures et frauduleuses des responsables CFDT de SeaFrance». De quoi s'agit-il, au juste ? Quelles sont ces pratiques qui ne trouvent pas grâce à ses yeux ? Rien de moins que l'existence d'un contrôle syndical de l'embauche et une «emprise du syndicat sur la direction». Des pratiques syndicalistes, en somme. Ce qui, pour le père Chérèque, est inadmissible, lui qui préfère l'univers bureaucrate au monde du travail, et boire le champagne à l'Élysée plutôt que d'endosser son gilet de gréviste pour tenir un piquet. Certes, d'autres accusations – plus graves – ont été portées à l'encontre de ce syndicat ; mais, en l'absence d'informations fiables, nous nous abstenons ici de commentaires, qu'ils aillent dans un sens ou dans l'autre. Bref, toujours est-il que, déclara-

rant qu'on ne peut «pas utiliser le sigle de la CFDT d'une façon désastreuse», le diable orange va jusqu'à annoncer une éventuelle et très probable exclusion du syndicat de la confédération ! Une histoire qui en rappelle étrangement une autre, celle, récente, d'un Xavier Mathieu, courageux «leader» CGT de la lutte des Conti, lâchement attaqué par Bernard Thibaut lui-même.

Stériliser le syndicalisme

Certes, le syndicalisme n'est pas un innocent petit enfant et son univers n'est malheureusement pas dépourvu de magouilles, de coups bas et de compromissions malsaines. Dire le contraire serait faire l'autruche, et nous ne tomberons pas dans le soutien tous azimuts, dénué d'esprit critique. L'emprise des bureaucraties absolutistes est bien réelle, et les échecs répétés – et programmés – des grands mouvements sociaux – qui relèvent d'ailleurs davantage du spectacle et de la théâtralisation que du mouvement social conflictuel – leur doivent beaucoup. Mais le syndicalisme n'en demeure pas moins l'un des derniers outils de défense – à défaut d'être offensif – d'un salariat de plus en plus en perte de culture et de tradition de lutte. Certains épisodes syndicalistes, y compris récents, montrent que l'action syndicale n'a pas encore perdu tout son potentiel de résistance, et même si les victoires sont souvent minimes et parfois décevantes, on ne peut les ignorer, tant le simple fait de se battre sur son lieu de travail est devenu une denrée rare, noyée dans l'individualisme forcené et le relativisme immobiliste. Alors, s'il y a de la saleté dans nos baraquements syndicaux – et il y en a –, il ne tient qu'à nous de faire le ménage, et *rapidos*, sans quoi il sera trop tard pour être du bon côté du manche à balai.

Quoi qu'il en soit, les récentes attaques en rangs serrés contre le syndicalisme – l'associant à une mafia molestant les uns et volant les autres – ne sont pas innocentes. Elles révèlent la volonté du pouvoir, et celui de Nicolas Sarkozy en particulier, de torpiller une bonne fois pour toute les organisations syndicales en essayant de les discréditer aux yeux de l'opinion publique. Plutôt les vider que les interdire est sans aucun doute sa stratégie. Et pour ce faire, il ne semble pas avoir de meilleurs alliés que ceux-là mêmes qui les dirigent.

Guillaume G.

1. Pour une analyse plus approfondie de la question des Scop, reportez-vous à l'article de Daniel dans le *Monde libertaire* n°1656, actuellement en kiosque.

Météo syndicale

«Rien n'est étranger au syndicalisme» proclamaient, au début du siècle dernier, nombre de militants syndicalistes¹. Ils entendaient par là mettre sur le côté les diverses sectes politiques qui se penchaient, avec envie, sur le tout nouveau syndicalisme, représenté en France par la CGT. Rebondissant sur ce rappel du passé, nous pouvons dire que, quand les pouvoirs publics ou leurs représentants portent atteinte aux libertés, celles et ceux qui sont présents, qui militent dans le mouvement social, doivent répondre présent!

Ainsi, à Paris, il ya quinze jours, des militantes et militants communistes ont été interpellés pour «trouble de l'ordre public». La cause? La vente de *L'Humanité dimanche* dans une rue du XIII^e arrondissement à Paris. Comme l'a déclaré l'adjointe au maire en parlant de la maréchaussée: «Ils nous ont expliqué que notre «attroupement» leur avait été signalé par une vidéosurveillance.» Diable et de plus ils avaient été «dépêchés par la préfecture».

Les militantes et militants qui vendent «à la criée» sur les marchés et autres lieux savent que des textes existent mais qu'ils ne sont pas souvent appliqués voire en contradiction avec la jurisprudence.

Ainsi le 4 février 2007 un militant du PC qui vendait *L'Humanité* du dimanche au marché Déjean dans le XVIII^e arrondissement à Paris a été interpellé. Il fut verbalisé de 172 euros d'amende pour «vente de marchandises dans un lieu public sans autorisation». Au tribunal, l'avocate du militant rappela que, en ce qui concerne la vente des journaux, la loi du 2 avril 1947 stipule que «toute entreprise de presse est libre d'assurer elle-même la distribution de ses propres journaux et publications périodiques par les moyens qu'elle jugera les plus convenables à cet effet». Autrement dit, une vente à la criée est tout à fait légale. CQFD, mais le zèle fait rage dans les rangs de la force publique!

Vendre dans la rue un journal militant (de quelque tendance que ce soit) est dans la ligne de mire de nos dirigeants politiques.

Tous, toutes opinions confondues, consultent les syndicats, présidentielle oblige. Entendez par là les directions des boutiques représentatives, ceux qui pourraient apporter des voix, servir de marchepied. Et le syndicalisme dans tout ça? Il est à chercher autre part.

Torrent Impétueux

1. C'était un sujet de polémiques dans le mouvement anarchiste français. Tout ça n'évita pas à nombre de militants syndicalistes révolutionnaires de faire le jeu du PC, d'y adhérer puis de s'en faire exclure!

J'suis pas un *home*, je suis Cantona

LA QUESTION DU LOGEMENT risquerait-elle d'être un caillou dans les Weston des principaux candidats de la campagne électorale présidentielle qui commence à se mettre en place? Il est à souhaiter que oui. À supposer que cette campagne, je dis bien à supposer, passionne les libertaires, force est de constater que dans les mois qui viennent, il n'y aura fort peu de place pour l'action sociale. C'est bien dommage, mais toute l'espace va être pris. Un coin de mur pour une affiche, un tract de plus, une grève par-ci par-là. Va falloir se lever de bonne heure. Mais bon, la question du logement n'est pas de celle qu'il faut ignorer, et non seulement en période préélectorale mais au quotidien.

À tort ou à raison, la tentative de candidature d'Éric Cantona risque bien d'en embarrasser quelques-uns. On peut penser ce qu'on veut du football en général, et de cet ancien footballeur en particulier, sans doute un peu millionnaire, de ses provocations, en particulier vis-à-vis des banques, et de son coup de pied légendaire sur un supporter adverse et un peu d'extrême droite, mais visiblement son initiative agace un peu. Quand on constate que huit millions d'habitants en France, qui rappelons-le est un des États parmi les plus riches du monde, rognent sur leur dépense de chauffage, et promis juré le prix du gaz va bientôt augmenter, on peut se féliciter qu'enfin une promesse va être tenue. La saison n'est pas aux expulsions, trêve hivernale oblige, il va falloir «patienter» jusqu'à mars. D'ici là, les flots d'insanité et d'ordures commencent tout juste à se déverser. Pouvait-on s'attendre à moins Le Fondapol tiens! Vous connaissez le Fondapol? Jusqu'à hier moi non plus. Sans rire, c'est la Fondation pour l'innovation politique, prière de ne pas s'étouffer avec la galette, son responsable furibard s'étrangle sans sourciller: «Que des personnes puissent tenter leur aventure parce qu'elles ont de la notoriété et faire signer 500 élus, c'est un dévoiement complet de l'élection présidentielle». Et alors mon père t'as pas l'air de te rendre bien compte que les voyous ne sont pas là où tu crois, et que tu serais mieux inspiré de te regarder dans une glace. Plus officiel mais là aussi totalement irresponsable c'est le ministre François Baroin qui a dégainé en déclarant préférer «le Cantona qui s'occupe du logement que le Cantona qui proposait aux Français de liquider leurs avoirs dans les banques pour provoquer un désastre». «Il y a une politique, elle est déterminée, elle a permis beaucoup d'avancées. C'est un mandat, le quinquennat, qui a permis de construire beau-



coup plus de logements, notamment de logements sociaux, que les quinze dernières années». La loi SRU qui contraint les villes à détenir 20 % de logements sociaux sous peine d'amende a dû lui passer complètement au-dessus de la tête quand on sait que de nombreuses municipalités, en particulier les plus huppées, préfèrent raquer et ne rien construire plutôt que d'avoir des pauvres ou des traîne-savates sous leurs fenêtres à double-vitrage. Dans l'ignominie et l'ordure, on préférera l'institut Turgot, soutenu par Claude Bébear, gauchiste bien connu, qui s'autofélicite d'être un cercle de réflexion libéral francophone de référence. Ce machin-là tente de casser la baraque parce «qu'enfin une réforme fiscale générale plus favorable à la détention et à la formation de capital favoriserait sans nul doute l'investissement locatif qui redeviendrait [...] un placement à rendement faible mais pas ridicule, et un peu risqué». N'est-ce pas! D'ailleurs, en parlant de détention, il y a des maisons pour ça, même que ça règle une partie du problème du logement. Il y a peut-être encore une petite place pour ces messieurs!

En attendant, Cantona va essayer de leur mettre un penalty dans la lucarne. Wait and see.

Émile Vanhecke

Liberté pour les **inculpés** de Toulouse

DEPUIS HUIT SEMAINES, quatre jeunes sont en détention préventive à la prison de Seysses, près de Toulouse. Ils et elles sont soupçonné-e-s d'avoir participé, en juillet 2011, à une action de solidarité avec les mineurs enfermés, menée dans les locaux de la direction interrégionale sud de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Le soutien s'organise.

Les EPM (établissements pénitentiaires pour mineurs) sont de véritables prisons pour enfants, enfermant des jeunes de 13 à 18 ans, souvent issus des classes les plus défavorisées. Créés par la loi «Perben I», ils sont dénoncés par de nombreuses organisations politiques et syndicales (FSU, LDH, Syndicat de la magistrature, PCF...). Il y a en effet de quoi s'interroger sur les 700 euros par jour dépensés pour chacun des 360 détenus mineurs enfermés dans les EPM, sur les 800 mineurs détenus... quand on compare cela par exemple, avec l'hémorragie des budgets consacrés à l'éducation nationale. Ces EPM imposent une gestion schizophrène des mineurs «délinquants», en associant des éducateurs, sensés développer l'autonomie et l'apprentissage, et des matons - dont la fonction est éminemment coercitive. Les organisations syndicales travaillant dans ces EPM en dénoncent régulièrement la gabegie (la FSU, mais aussi la CGT-PJJ qui parle de «cocottes-minute»). Même un rapport du Sénat se montre accablant. Résultat de cette politique consternante : suicides de mineurs à l'EPM de Meyzieux en 2008, et à l'EPM d'Orvaux en 2010 ; mutineries à Meyzieux en 2007, à Lavaur en 2007 et en 2011 ; tentatives d'évasion... Face à ce constat déplorable, la PJJ surenchérit dans la provocation et la répression les plus abjectes, en qualifiant d'«irréductibles» des jeunes détenus, en réclamant «plus de sécurité» ainsi qu'un «profilage des détenus». Quant au Parlement, il s'apprêtait l'été dernier à refondre l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs, avec la création d'un tribunal correctionnel pour récidivistes de plus de 16 ans !

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'action du 5 juillet dernier. Des personnes solidaires des détenus mineurs s'introduisent dans des locaux de la PJJ de Labège, elles répandent un liquide puant (de la merde semble-t-il) sur des bureaux et ordinateurs, font quelques tags et laissent des tracts non signés, solidaires contre la répression croissante qui s'exerce sur les mineurs et dénonçant les EPM. «Pas de violence physique» et



«peu de dégâts», dixit le procureur de Toulouse Michel Valet lui-même (*Dépêche du Midi*, 6 juillet 2011), à peine un accrochage : quand un membre de la PJJ a arraché le sac à dos de l'une des personnes, il s'est pris un petit jet de lacrymo... qui n'a d'ailleurs donné lieu à aucune ITT (interruption temporaire de travail) ni à aucune plainte. Cette «affaire» n'était donc tout au plus qu'une modeste mais claire action de solidarité avec les mineurs frappés par la répression étatique. Qu'est-ce donc, face à la gravité de la situation des jeunes enfermés en EPM ?

Pourtant, plus de quatre mois après les faits, c'est une véritable opération commando qui est lancée par l'État : des forces de l'ordre surarmées déboulent dans sept lieux d'habitation de Toulouse - dont des squats d'habitation. Quinze personnes sont interpellées, dont une famille de sans-papiers. Six sont placées en garde à vue. Quatre sont ensuite placées en détention préventive, une reste inculpée et sous contrôle judiciaire, une dernière est libérée mais comme «témoin assisté». Leur procès est prévu en mai 2012. Les trois chefs d'inculpation sont très lourds, disproportionnés par rapport aux faits reprochés : «violence commise en réunion sans incapacité»,

«dégradation ou détérioration du bien d'autrui commise en réunion», et bien sûr la fameuse «participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou de dégradations de biens», l'arme estrosique absolue contre les militant-e-s, décidément ressortie à tous les procès. L'ADN des inculpés, alors qu'ils et elles avaient refusé leur prélèvement, a été pris sur leurs gobelets et couverts pendant la garde à vue. Rappelons que le prélèvement d'ADN (dont sont expressément exemptés les délinquants financiers) est devenu quasi systématique hors de la garde à vue. Que son refus est considéré comme un délit par l'État, pouvant donner lieu, même en cas de relaxe pour l'affaire corollaire, à d'ubuesques convocations ultérieures, voire des condamnations - le «délit» est toujours passible d'un an de prison et 15 000 euros d'amende.

Les inculpés de Toulouse nient toute participation à l'action du 5 juillet. Pour autant, ils et elles revendiquent et assument leurs convictions politiques et leur engagement militant. Certains sont des militants depuis le lycée, qui se sont mobilisés lors du CPE. Les inculpé-e-s ne font partie d'aucune organisation. Pourtant, la justice et la presse ont res-

sorti leur épouvantail, en prétendant qu'ils et elles appartiendraient à «l'ultra-gauche». Cet étiquetage, de même que celui d'«anarcho-autonome» (qu'on se souvienne de «l'affaire» de Tarnac ou celle de Vincennes), cache mal la volonté manifeste du pouvoir d'instaurer un véritable délit d'opinion, tout en coupant court à la critique nécessaire de leurs institutions.

Quatre d'entre eux-elles sont donc en détention provisoire, une détention qui s'éternise depuis huit semaines à la maison d'arrêt de Seysses. Sans aucune date annoncée de remise en liberté... Le juge attendrait le résultats des tests ADN – sans doute déjà à sa disposition. Si ces résultats ne correspondent pas, peut-être espère-t-il que les inculpés coopèrent pour donner des infos sur le milieu militant ? Que les flics puissent ficher d'autres militants exprimant leur soutien par des actions de solidarité avec les inculpés ? La détention provisoire bafoue la présomption d'innocence, puisqu'elle applique de fait une peine de détention avant tout jugement, sans compter qu'elle peut être prolongée au bon vouloir du juge. Ce qui prive les détenus de toute possibilité de relaxe, puisque pour se couvrir, le tribunal condamne toujours les détenus à une peine de rétention... qui couvre au moins le temps déjà passé derrière les barreaux (faute de quoi le tribunal pourrait être attaqué pour détention arbitraire). La CEDH (Cour européenne des droits de l'Homme) a critiqué la France à ce sujet : il y a de quoi. La moitié de la population carcérale en France correspond à des prévenu-e-s dans l'attente d'un procès qui peut en certains cas avoir lieu deux ou trois ans plus tard. Là aussi, l'affaire de Labège rappelle celle de Tarnac (avec plus de six mois de détention préventive pour Julien Coupat), ou celle de Vincennes (entre sept et treize mois pour six Parisiens demeurant depuis sous contrôle judiciaire).

Les motifs qu'invoque le tribunal pour rejeter les demandes de libération émises par des inculpé-e-s de Toulouse frisent le grotesque : il s'agit d'«empêcher une concertation frauduleuse avec des complices»... alors que les inculpées sont dans la même cellule et que les inculpés se sont côtoyés en promenade les premiers jours. D'«empêcher une pression sur des témoins ou des victimes»... alors même qu'il n'y a aucune victime, et qu'aucun témoin n'a pu identifier personne. De «prévenir le renouvellement de l'infraction»... alors que les inculpés ne seraient pas des «récidivistes» mais des «primo-délinquants», s'ils et elles se retrouvaient finalement jugés coupables. Le tribunal a aussi refusé une demande de remise en liberté s'appuyant sur une promesse d'embauche pour six mois à partir de début janvier, jugeant celle-ci non crédible ; pourtant ce détenu a un casier judiciaire vierge, paye un loyer pour son logement et a des revenus. L'appel de l'autre détenu (rejeté) s'est même tenu récemment... sans le concerné.

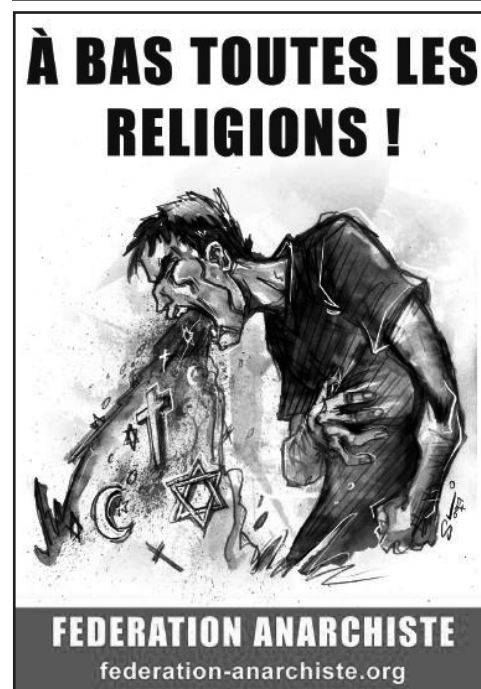
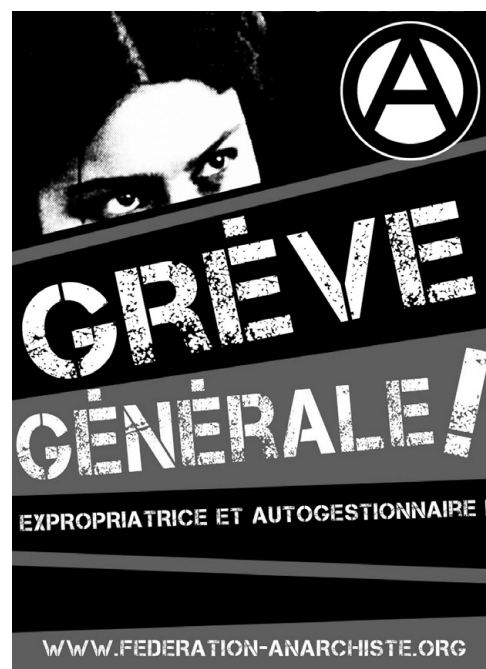
Lorsque leur pouvoir s'est trouvé contesté, les États ont toujours eu recours à la stigmatisation et à l'agression contre une partie de la population : aujourd'hui les sans-papiers et plus généralement les étrangers, les Roms, les jeunes des quartiers, les jeunes politisés, les militants (Conti, etc.), les anarchistes, etc. Ce qui leur permet de semer la peur en espérant détourner le mécontentement populaire contre des boucs émissaires, si possible choisis de façon à briser les mouvements sociaux. Face à cette volonté de marginalisation et d'atomisation sociale, il y a une réponse claire et déterminée à apporter : la solidarité concrète avec toutes les personnes confrontées à la répression pour avoir contesté l'organisation (anti) sociale actuelle.

De nombreuses actions de solidarité avec les inculpés de Toulouse ont eu lieu et se poursuivent dans plusieurs villes de France, emmenées par des organisations et collectifs divers : banderoles, tractages, rassemblements, concerts et soirées débats (comme le 14 janvier aux Pavillons sauvages, à Toulouse)... Le soutien matériel continue, notamment grâce à la solidarité du CAJ Toulouse¹, pour fournir aux détenus du fric pour cantiner, des bouquins, des vêtements et du courrier, malgré l'obstruction de l'administration pénitentiaire. Les affaires ont mis plusieurs semaines à arriver aux détenus, dont un n'a pas pu recevoir ses cours, pourtant envoyés à deux reprises par son université, que récemment – quelques jours à peine avant ses partiels – ce qui compromet l'obtention de ses examens et de son année universitaire.

Ici sur Poitiers, le comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux («antirep 86») a réagi très vite, en organisant notamment un rassemblement de soutien et en produisant deux communiqués. Personnellement, je connais un peu deux des détenu-e-s et je pense tous les jours à eux avec le mal au bide. J'ai partagé leur lutte à Poitiers lors de mouvements dans l'éducation. Ils m'ont soutenu lorsque j'étais en grève. Ils dorment aujourd'hui en taule. Mais je sais aussi qu'ils tiennent bon, et qu'ils se savent soutenus. La solidarité est notre seule arme. Elle ira jusqu'au bout, avec toutes les personnes qui se sentent concernées et révoltées.

J.R.

1. Soutien financier pour les frais de justice et la cantine en prison : envoyez vos chèques à l'ordre de «Maria», CAJ c/o Canal Sud, 40 rue Alfred Duméril, 31400 Toulouse.



Disponibles (en couleur) à la librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le Monde libertaire – édition gratuite

Agenda

Jeudi 19 janvier

Paris XX^e

19 heures. Médias et information. En cette période préélectorale, les médias vont peser sur les débats et les propositions qui seront faites. Table ronde avec Alain Gresh (*Monde diplomatique*), Denis Sieffert (*Politis*), Daniel Mermet (France Inter), Pierre Barbancey (*L'Humanité*), Manuel Domergue (*Alternatives économiques*), Thomas Cantaloube (*Médiapart*), Henri Maler (*Acrimed*). Bibliothèque Marguerite-Duras, 115, rue de Bagnolet. Métro : Porte-de-Bagnolet. Entrée libre et gratuite sur réservation au 01 55 24 49 10.

Vendredi 20 janvier

Paris XI^e

À partir de 19h30. Les soirées vidéo de la librairie du Monde libertaire. Projection du film *Antone's. Home of the blues: un homme, un endroit, une légende tous les soirs*. Suivie d'une discussion entre fans de blues en partenariat avec l'émission *Blues en liberté*. C'est un film (92 minutes et 53 secondes) sur Antone's, club de blues mythique situé à Austin (Texas), avec en vedettes toute la crème du Chicago blues : Muddy Waters, Jimmy Reed, Otis Rush, Jimmy Rodgers, Buddy Guy, James Cotton, Junior Wells, BB King, Albert Collins, Memphis Slim, Stevie Ray Vaughan et plein d'autres. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Mardi 24 janvier

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : les pollutions invisibles. Troisième

rencontre/débat : les OGM et leurs pesticides associés. Présentation de Laurent Leguyader, membre de Générations futures, ex-MDRGF, Mouvement pour le droit et le respect des générations futures. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 27 janvier

Vannes (56)

20h30. Conférence-débat avec Serge Latouche autour de son *Petit traité de la décroissance sereine*. Organisé par l'association écolo Grains de sable (presqu'île de Rhuys) dans le cadre du Forum social local. Amphi de l'IUT.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la Librairie du Monde libertaire. Projection du film *Sacco et Vanzetti* en partenariat avec l'émission Radio LAP (Lycée autogéré de Paris). 145, rue Amelot, métro République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 28 janvier

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Soirée avec Charles Reeves et Hsi Hsuan-Wou autour de leur livre *Les mots qui font peur. Vocables à bannir de la Toile en Chine*. La soirée sera conclue par un banquet sinophile. Bibliothèque-infokiosque, 152, Grand-rue. Entrée libre et gratuite.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Jean-Pierre Levaray autour de son nouveau livre : *Tue ton patron, saison 2*. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Du 20 au 25 février

Pau (64)

Journées libertaires de Pau

Lundi 20 : 18h30. Vernissage de l'exposition « L'élection dont tu es le héros ». Couloir des amphithéâtres de Lettres, universités de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA).

Mardi 21 : 18 heures. Projection de film et débat en faculté de Lettres.

Mercredi 22 : 18 heures. Conférence sur la terrorisation démocratique par Claude Guillon, auteur de l'ouvrage éponyme. Faculté de lettres (UPPA).

Jeudi 23 : 18 heures. Conférence sur la situation des Roms en Europe aujourd'hui par Claire Auzias. Faculté de lettres (UPPA).

Vendredi 24 : 21 heures. Concert de soutien aux JL avec Prince Ringard (punk efficace), The Balladurians (punk électro), Eddie & les Chats Teignes (Hillbilly des Coteaux de Gascogne). Maison de l'étudiant (MDE), Campus de l'UPPA.

Samedi 25 : 14 heures. Spectacle de magie et manifestation « La grande illusion démocratique ».

16 heures. Conférence et débat sur le thème de la situation et de l'exploitation de la main d'œuvre étrangère en Espagne, animée par des membres de la CNT d'Almeria (Andalousie). Local de la CNT de Pau, Rue JB Carreau

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à : administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

Radio Libertaire 89.4

La voix de la Fédération Anarchiste

Siège : Librairie Publico

Siège : 01 48 05 34 08

Fax : 01 49 29 98 59

Studio : 01 43 71 89 40



<http://ecoutez.radio-libertaire.org:8080/radiolib.m3u>

<http://www.federation-anarchiste.org>

145 rue Amelot 75011 PARIS, M° Oberkampf, Filles du calvaire, République

<http://media.radio-libertaire.org/>

<http://www.federation-anarchiste.org/rl>

radio-libertaire@federation-anarchiste.org

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
0:00 Balistik	8:00 Le Parisien libertaire	0:30 For a few sixties more	0:30 Les Rendez-Vous	9:30 A las barricadas	0:38 Léo 38 : la night /	8:00 Goloss trouda, la voix
9:00 Les enfants de Cayenne	10:00 Court-circuit	8:00 La bibliothèque anarchiste	Soniques	11:00 Zone d'attractions	Sure Shots / Sound Radio	du travail
11:00 Lundi matin	11:00 ArtRacaille	9:30 L'Entonnoir	10:00 Chronique hebdo	13:00 Place aux fous	8:00 Réveil Hip Hop	10:00 Jour de lessive
14:30 Ondes de choc	12:30 Wreck this mess	10:30 Blues en liberté	12:00 De rimes et de notes	14:30 Les oreilles libres	10:00 La Philanthropie de	anticiérale
16:00 Terre et liberté / Le	14:30 L'idée anarchiste	10:30 Les amis d'Orwell /	14:00 Radio cartable	16:00 Sortir du	l'ouvrier charpentier	12:00 Folk à lier
vivre ensemble / Trous	16:00 Les amis d'Orwell /	12:00 Sans toit ni loi	15:00 Bibliomanie	colonialisme / Do you hack	11:30 Chronique syndicale	14:00 Tempête sur les
noirs / Sous les pavés la	Un peu d'air frais	14:00 Le manège	16:30 Petites annonces	me	13:30 Chroniques rebelles	planches / Symbiose / Cris
terre	17:00 Des oreilles avec des	16:00 Léo 38	d'entraide	17:30 Radio esperanto /	15:30 Deux sous de scène	et murmures
18:00 Les mangeux d'terre	trous (dedans)	17:00 Wesh t'as vu	18:00 Si vis pacem	Radio ZAM	17:00 Bulles noires / Bulles	15:30 Des mots, une voix /
/ la santé dans tous ses	18:00 Idéaux et débats /	18:30 Femmes libres	19:30 Cinéma en freestyle /	19:00 L'invité du vendredi	de rêve	Chants, contrechamps /
états / Le vivre ensemble /	Pas de quartiers...	20:30 Ras les murs	Toujours les mêmes	21:00 Offensive / La	19:00 Tribuna	L'heure Stratocaster / La
Focus	19:30 Paroles	22:30 Traffic	20:30 Entre chiens et loups	grenouille noire	latino-americana /	Plume noire
19:30 Le Monde	d'associations		22:00 Epsilonia	22:30 Bol d'art / Muzar	Longtemps, je me suis	17:00 Le Mélange
merveilleux du travail	20:30 Radio libertaria /				couché de bonne heure /	18:30 Echos et
21:00 Ca urge au bout de	Special				Contres-bandes	frémissements d'Irlande / Il
la scène	22:30 Ca booste sous les				21:00 Les Jardins d'Orphée	y a de la fumée dans le
22:30 De la pente du	pavés / Spécial2				/ Tormentor	poste
carmel, la vue est					23:00 Nuits off / Hôtel	20:30 Détruire l'ennui /
magnifique					Paradoxe	Désaxés
						22:00 Les liaisons
						dangereuses / Rudies Back
						In Town

N'oubliez pas :

30 ans de Radio Libertaire à la Salle Olympe de Gouges du 29/10/2011 au 30/10/2011 à Salle Olympe de Gouges, 15, Rue Merlin, 75011 Paris

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social Publico - 145 rue Amelot - 75011 PARIS
Soutenez la voix sans dieu, sans maître, sans publicité en souscrivant à l'**Association des Amis de Radio Libertaire**

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le Monde libertaire hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

Abonnez-vous !

Offre (re)découverte

4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris

Nom _____ Pr nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 — Imprimerie 3A (Paris) — Dépot légal 44145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — EDRB.
Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.